La contraception médicalisée en France, peut-on l'étudier à partir des données administratives de santé ?

Juliette Congy, Jean Bouyer, Delphine Rahib, Céline Leroy, Elise de La Rochebrochard

▶ **To cite this version:**

Juliette Congy, Jean Bouyer, Delphine Rahib, Céline Leroy, Elise de La Rochebrochard. La contraception médicalisée en France, peut-on l'étudier à partir des données administratives de santé ?. Epidemiology and Public Health = Revue d'Epidémiologie et de Santé Publique, 2022, VIIIe Colloque national Adelf-Emois, 70 (Supplément 1), pp.19-20. 10.1016/j.respe.2022.01.094 . hal-04207553

HAL Id: hal-04207553
https://hal.science/hal-04207553

Submitted on 14 Sep 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Congy Juliette, Bouyer Jean, Rahib Delphine, Leroy Céline, La Rochebrochard Elise (de), « La contraception médicalisée en France, peut-on l'étudier à partir des données administratives de santé ? », ***Revue d'Épidémiologie et de Santé Publique***, 2022, 70, Suppl. 1, 19-20. DOI: 10.1016/j.respe.2022.01.094.

La contraception médicalisée en France, peut-on l'étudier à partir des données administratives de santé ?

Juliette Congy [1,*], Jean Bouyer [2], Delphine Rahib [3], Céline Leroy [4], Elise de La Rochebrochard [1,2]

[1] Institut national d'Etudes Démographiques, Ined, Unité "Santé et droits sexuels et reproductifs" – UR14, Aubervilliers, France

[2] Université Paris-Saclay, UVSQ, Inserm, CESP, 94807, Villejuif, France

[3] Santé Publique France, direction de la prévention et de la promotion de la sante, Unité de santé sexuelle, Saint-Maurice, France

[4] Agence Régionale de Santé Normandie, Caen, France

[*] Auteur correspondant.

E-mail address: juliette.congy@ined.fr

Mots-clés : Contraception, Prévalence, DIU, Implant contraceptif

INTRODUCTION.

La contraception est utilisée par la plupart de femmes en âge reproductif. Néanmoins, la mesure de l'utilisation de contraceptifs est réduite car elle repose sur les enquêtes en population générale d'effectifs limités et qui sont conduites à plusieurs années d'intervalle. Les données administratives de santé fournissent des informations exhaustives et continues dans le temps pour chaque contraceptif rembourse. Même si ces données administratives ne sont pas recueillies initialement dans un but de recherche, elles pourraient être une source prometteuse pour mesurer l'usage des contraceptifs médicalisés. L'objectif était d'évaluer la pertinence des données administratives pour mesurer l'utilisation de contraceptifs en comparant les résultats de ces données à celles de la dernière enquête en population générale.

METHODES.

Les données administratives de santé contiennent les remboursements de l'Assurance maladie en France. Nous avons sélectionné les femmes âgées de 15 à 49 ans vivant en France métropolitaine, correspondant à la population étudiée dans l'enquête du Baromètre Santé (n=4508). La prévalence de l'usage des contraceptifs a été estimée et comparée à celle observée dans le Baromètre Santé.

RESULTATS.

En 2019, 14,7 millions de femmes âgées de 15-49 ans vivant en France métropolitaine étaient présentes dans la base de remboursement de l'Assurance maladie. Parmi ces femmes, 25,8 %

utilisaient la pilule, 17,2 % utilisaient un DIU (7,5 % DIU hormonal ; 9,7 un DIU au cuivre), et 3,0 % un implant contraceptif. Les prévalences étaient très proches de celles observées dans le Baromètre Santé.

L'utilisation de contraceptif varie largement avec l'âge de la femme. Les femmes de 20 à 24 ans comparées à celles ayant entre 30 et 34 ans, utilisaient plus souvent la pilule (respectivement 43,6 %, 21,3 %) et moins souvent le DIU (respectivement 24,3 %, 7,5 %).

DISCUSSION / CONCLUSION.

Ces données administratives permettent une mesure de l'utilisation de contraceptif cohérente avec les données d'enquêtes, permettant une exploration détaillée des différents types de contraceptifs. Avec ces données administratives, il sera possible de suivre l'utilisation de chaque contraceptif médicalisé à travers le temps dans la population française.

Déclaration de liens d'intérêts : Les auteurs déclarent ne pas avoir de liens d'intérêts.